

Christian Lutz

*Lettre ouverte à
Madame la Ministre*

Si le livre disparaît, l'homme n'aura plus
qu'à se plier à la servitude

Plaidoyer pour l'édition



Madame la Ministre *,

L'homme au pied de l'arbre voit plus loin que le gamin perché à sa cime. (Adage entendu au Congo)

Vous vous souviendrez peut-être, Madame la Ministre, que nous nous sommes rencontrés le 17 juin 2016, Place Surlet de Chokier à Bruxelles autour d'un projet relatif notamment aux bibliothèques. J'ai gardé le souvenir d'une bonne réunion, constructive et créative.

Pour bref rappel : je m'appelle Christian Lutz, je suis né à Léopoldville (actuel Kinshasa) en 1954, de nationalité luxembourgeoise par mes parents. Mon père fut prisonnier politique dans les camps de concentration nazis durant la Seconde Guerre et son adolescence fut sacrifiée. Il était un lecteur

fervent. Juriste de formation (Anvers), il quitta l'Europe après la guerre avec ma mère pour occuper un poste d'administrateur territorial pour le compte de la Belgique au Congo où je vis le jour dans un environnement affectif et écologique paradisiaque.

Mes parents ont fui le Congo dans l'autre sens vers Bruxelles (après l'indépendance, début des années '60) où mon environnement s'est transformé en cauchemar du jour au lendemain : mon père vaquait par le monde pour ses nouvelles fonctions, chargé de l'outre-mer auprès de la CEE, ma mère se sentait abandonnée sous la drache nationale, une institutrice me dressant sous sa baguette de buis.

Comment aurais-je pu pardonner une telle trahison à mes parents ?

J'ai fait mes humanités à l'École européenne d'Uccle, j'y ai appris quatre langues, les rudiments de la philosophie (il y avait un cours de philosophie dans les années terminales), la musique, avant de suivre les cours de Pierre Verstraeten et Marcel Liebman à l'ULB. J'ai financé mes études en travaillant à plein temps, les soirées chez Libris (cette merveilleuse librairie était ouverte tous les soirs 7/7, avenue de la Toison d'Or. Quarante-neuf libraires s'y affairaient comme dans une ruche. La librairie était dirigée par M. Paul Beauvois).

J'ai également travaillé avec un distributeur / diffuseur (Distri BD, dirigée par André Leborgne, et Vander SA, Willy Vandermeulen), un imprimeur aussi (CEFA, Pierre De Loch), et tout cela m'a apporté une connaissance assez large de ce qu'on appelle parfois la « chaîne du livre ».

J'ai été administrateur de la Foire internationale du Livre de Bruxelles de 1984 à 1992 au Centre Rogier où elle occupait 6 étages, durait 10 jours, accueillait plusieurs centaines de milliers de visiteurs, un quotidien avait été créé sur place pour l'occasion, avec le concours de journalistes stagiaires, imprimé sur rotative la nuit à 15.000 exemplaires par jour chez Havaux à Nivelles, et distribué aux visiteurs chaque matin.

Aujourd'hui, logée à Tour et Taxis, la Foire du livre se tient durant 4 jours, accueille quelques dizaines de milliers de visiteurs, n'a plus vraiment de statut international, ne publie plus de journal quotidien. On vous dira que les temps changent. Mais en quoi ont-ils réellement changés ? Qu'est-ce qui a provoqué cette régression ?

Depuis près de quarante ans je consacre ma vie à l'édition à caractère littéraire (histoire et littérature). J'ai fondé les éditions Le Cri en 1981, puis les

éditions Samsa¹ en 1998 (le parcours de ces deux maisons d'édition se trouve dans les pages de la récente *Histoire de l'édition belge*²). J'ai effectué des missions et rédigé des rapports pour le livre et divers de ses organismes à travers le monde (CGRI, ADEB, COOP...), de New York à Moscou, de Kinshasa au Maroc, de Dublin à Québec, de Frankfort à Athènes.

Durant toutes ces années, j'ai eu le plaisir de contribuer au développement et à la notoriété d'auteurs tels que (dans le désordre) Xavier Deutsch, Nicole Verschoore, Alain Berenboom, Nadine Monfils, Pascal Vrebos, Thilde Barboni, Gaston Compère, Marie-Thérèse Bodart, Jean Muno, Marie Gevers, Els Witte, Michel Graindorge et, plus récemment, Manuela Cadelli, Philippe Rémy-Wilkin, Pascale Toussaint, Vincent Dujardin, Béatrice Wegnez, etc. (vous apprécierez le principe de tirette h/f).

Il semble avéré que la littérature et l'histoire déterminent, ou du moins influencent – et donc forment – l'identité d'un corps social. On se souvient combien la Belgique fut une terre d'exil et d'asile renommée dans les domaines de l'édition et de l'imprimerie (de Victor Hugo à Rimbaud jusqu'à

¹ D'après le nom propre du personnage principal de Kafka dans *La Métamorphose* : Gregor Samsa.

² *Histoire de l'édition belge du xv^e à nos jours*, Pascal Durand et Tanguy Habrand, Les Impressions Nouvelles, Bruxelles, 2018.

Maxime Benoît-Jeannin que j'ai eu le plaisir d'éditer, tous publiés à Bruxelles), des éditeurs innovants, œuvrant inlassablement jusqu'à la forme de leurs créations – on songe bien sûr à la bande dessinée (Duculot, Casterman, Dupuis, Marabout, Le Lombard), passant de la typo à l'offset, de la sérigraphie à l'héliogravure, du laser au jet d'encre, de la couture au fil de lin à la soudure dans la tranche. – On ne peut omettre de citer la Wittockiana³ qui nous fait prendre conscience de la puissance inégalée du média livresque, de la richesse de l'objet final, de sa texture, de l'odeur de son papier, de sa colle, de son pouvoir envoûtant. Le livre se grave dans votre mémoire, non seulement par son contenu, mais par son corps, il se loge en vous comme une prospection et une protection durables. L'éditeur, de son côté, est à la fois l'architecte et l'entrepreneur d'une maison qui hébergera, fera vivre et s'épanouir la pensée, sa matière première.

En 1981, lors de leur fondation à Bruxelles, les éditions Le Cri évoluaient dans un environnement et une émulation comptant des dizaines d'éditeurs concurrents qui, tous, publiaient dans les domaines de la littérature et de l'histoire (pas seulement), dans

³ La Bibliotheca Wittockiana, ou Musée de la Reliure et des Arts du livre, située à Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles.

le désordre : Jacques Antoine, Le Cormier, Paul Legrain, Complexe, Duculot, Marabout, Daily-Bul, Talus d'approche, Vie Ouvrière, Duranki, pour ne citer que ceux-là. Tous disparus !

Il y a près de 40 ans, la diffusion comptait un réseau de plus de 300 points de vente en Belgique qui proposaient essentiellement des livres (accessoirement autre chose). Brigitte de Meeus, amoureuse des livres, fondatrice et directrice courageuse et avisée de la librairie Tropismes, m'a aidé à me souvenir de 26 librairies francophones actives à Bruxelles début des années '80 : À Livre ouvert, Agora et Sciences, Am Stram Gram, Aurora, Chapitre XII, Chat Pitre, Éperonniers, Évasion, Étangs, Gavilan, Graffiti, La Grande Muraille, L'Île aux Chats, Libris, La Licorne, Macondo, Librairie du Midi, Océan, Peuples et Continents, Pierre libre, Quatre Vents, Le Rat conteurs, Rivages, Une Souris verte, Tropismes, Le Ver lisant... Disparues pour la plupart. Aujourd'hui, le réseau global pour toute la Belgique se résume à une cinquantaine d'irréductibles, dont quelques-unes seulement à Bruxelles.

Bien sûr, de rares maisons d'édition ont récemment vu le jour, mais ces *start up* ambitieuses n'ont pas encore affirmé leur « durabilité » (pour utiliser un terme à la mode). Elles tentent, au sein d'un réseau

historique, de s'intégrer dans un modèle économique de rentabilité immédiate, multipliant les titres afin d'augmenter l'offre, diminuant les tirages afin d'éviter les stocks, alors que l'évidence du manque de « demande » par rapport à l'« offre » croissante (en terme de nombre de titres) est criante. L'erreur est fatale lorsqu'on prend en compte le système absurde des retours⁴.

L'éditeur-homme-d'affaires ne se pose pratiquement plus la question ni du contenu ni du contenant, l'augmentation de la marge est son but statutaire et prioritaire. J'ai peur des modèles économiques

⁴ Il s'agit d'un système commercial pervers pratiqué exclusivement dans le monde du livre. Le libraire achète les livres avec une faculté de retour. S'il ne les vend pas, il reçoit une note de crédit. Parfois, le libraire peut juste retourner les couvertures pour preuve d'invendus. Ces derniers sont détruits. En outre, afin de justifier leur croissance, les distributeurs accordent des surremises aux libraires qui acceptent les offices. Un office permet au diffuseur/distributeur d'envoyer et de facturer d'office des nouveautés que le libraire n'a jamais commandées. Les livres sont bien entendu acceptés par le libraire puisqu'il bénéficie de la surremise et, de toute façon, du droit de les retourner. À partir de ce moment, le diffuseur/distributeur doit bien surveiller ses taux de retours afin de produire et facturer davantage le mois suivant pour maintenir sa croissance. Le libraire n'ouvre parfois même plus les caisses de livres qu'il reçoit d'office dans le vaste empilement de caisses qui finit pas l'étouffer. Il passe davantage de temps à gérer ses retours qu'à convaincre un lecteur qu'il faut absolument qu'il lise le dernier Didier Decoin, qu'il n'a de toute façon pas eu le temps de lire. Cette fuite en avant commerciale n'est ni gérable ni infinie, elle se pratique à l'encontre de la qualité puisqu'on en arrive à publier uniquement pour faire du chiffre d'affaire avec un nombre toujours croissant de titres mensuels, le contenu est accessoire. On sait pertinemment que la demande pour 600 romans à la Rentrée n'existe pas, mais pas de problème, on publie n'importe quoi qui, de toute façon, est destiné à être retourné, invendu, pilonné. Ce système n'a pas cours dans le monde anglo-saxon.

utilisés, surtout lorsque j’entends un de ses acteurs affirmer que « le livre est un produit comme un autre, il faut le traiter comme tel », alors que l’histoire nous montre que tous ceux qui ont tenté l’expérience par ce biais ont essuyé des échecs cuisants, c’est un peu comme si on prétendait qu’une peinture ou une pièce de théâtre devrait être abordée comme on aborde la commercialisation d’un *tee shirt*, il suffit de le faire fabriquer en Éthiopie par des esclaves modernes, tout en faisant croire qu’il s’agit d’un commerce équitable (alors que nous savons que le commerce, dans ses principes, n’est jamais « équitable » ou « éthique », mais on fera quand même croire que ce sont les esclaves qui en profitent), juste parce qu’on y a mis des dessins ethniques (la plupart du temps sans payer de droits d’auteur), pour enfin lui appliquer un ratio multiplicateur avant de récolter les bénéfices (via internet de préférence pour supprimer les intermédiaires onéreux et, tant qu’à faire, éluder l’impôt en domiciliant la structure dans un pays « souple » à ce propos), enfin de distribuer ses dividendes. Le « produit » est un véhicule de plus-value avant tout, même s’il se targue d’empathie et de générosité.

Ce serait vous faire un affront, Madame la Ministre, que de m’étendre sur le fait avéré qu’il n’y

a pas de projet éditorial sans soutien financier, pas de culture au sens large d'ailleurs (à l'exception des « produits » purement commerciaux qui, parfois, tentent de se faire passer pour des œuvres aux yeux de naïfs ou de riches spéculateurs).

À l'époque bourguignonne, les ducs dépensaient leurs fortunes sans compter auprès des artisans (l'artiste n'existait pas, Albrecht Dürer l'invente, il est le premier à dater et signer ses œuvres à l'aube de la Renaissance. Sa mère commercialisait ses séries de gravures sur les marchés, elle le poussait à la production, surtout de séries dont les collectionneurs étaient friands). L'artiste, lui, est avant tout un chercheur, il a besoin d'une rampe de lancement qui s'inscrit dans le temps pour projeter son talent, son art, afin d'affiner son savoir-faire, et nous entraîner peut-être à sa suite vers l'espace et le temps, nous renvoyer notre propre image dans ce miroir qui nous permettra d'évoluer : une dialectique appliquée qui rend ce monde meilleur.

Je suis personnellement convaincu qu'il n'y a pas de service public, pas de soins de santé, d'infrastructures, d'écoles et d'universités « rentables », ils relèvent d'une fonction qui devrait échapper, pour sa survie, à toute spéculation commerciale, toute idée de rentabilité financière, ces services risquant de perdre

la qualité et l'étendue de leurs bienfaits, leur raison d'être, leur âme, pour se fourvoyer dans les affres d'une marge, d'une croissance jamais satisfaite, une manne pour on ne sait qui. Où est-il écrit que chacun de nous a « droit à l'éducation » ? Et qui d'autre que l'état, plébiscité et financé par le citoyen, pourrait veiller au respect de ce droit ?

Aucun droit n'existe sans livres. Aucune tablette, aucun smartphone ne compensera leur autodafé. Par ailleurs, une logique d'économie libérale se doit, elle, légitimement comme on l'a déjà évoqué, d'être rentable et générer de la plus-value, afin de rémunérer ses actionnaires (n'oublions pas que le premier article des statuts d'une société commerciale se résume à générer du profit, qui résume en fait sa raison d'être essentielle). Ce qu'elle produit en dehors de ce profit, et comment elle le produit, n'a finalement que peu d'importance, sinon son coût (car il est vital de diminuer les coûts pour diminuer le prix de revient, augmenter les marges et, d'autre part, booster les recettes, etc., un principe qui a ses limites contrairement à ce que pourrait faire croire le tout-au-capital, pour qui la croissance infinie apparaît parfois comme une véritable religion). L'actionnaire recherche, de manière légitime toujours, le meilleur rendement pour son capital – mais combien d'entre

eux ignorent jusqu'au produit ou au service dans lesquels ils ont investi ? –. À défaut de croissance, l'actionnaire transporte son capital sans état d'âme vers de plus rentables perspectives en cliquant sur une autre case de son écran d'ordinateur, les cours descendent, les cours montent. Les fleuves se tarissent, les mers salées montent et se couvrent de plastiques. Les deux seuls pays qui auront encore de l'eau potable pour l'humanité seront le Congo (RDC, avec son fleuve majestueux) et le Brésil (Amazone, rien à voir avec le distributeur en ligne, et sa forêt-poumons-de-l'humanité). La Belgique aurait dû songer à renouer ses affinités électives avec le Congo (un ami congolais me disait il y a peu à Kinshasa : « Je ne comprends pas pourquoi les Belges nous ont laissé tomber comme ça ? Alors que nous sommes demandeurs. ») Et les Brésiliens, comment ont-ils pu plébisciter un ex-militaire qui ressemble étrangement à une tumeur dans le poumon.

Le capital se concentre lentement, mais sûrement (l'argent fait des petits sans avoir besoin de congés de maternité onéreux). Seules quelques personnes disposent encore de capital. Enfin, contrairement à une croyance populaire, il ne se produit aucun « ruissellement vers le bas », vers les plus pauvres, le ruissellement des profits se fait exclusivement vers

le haut (lire à ce sujet l'édifiant Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001). L'actionnaire s'organise aussi, toujours dans le but de maximiser ses gains, pour contribuer le moins possible au financement de l'état – l'ingénierie fiscale est en quelque sorte une part de son *core business* –, il dispose largement de moyens pour la développer, le seul objectif de son entreprise est de faire fructifier ses avoirs. Il va toutefois s'offusquer (peut-on ici employer le verbe « indigner » ?) du manque de centres d'accueil pour les sans domicile fixe, des poubelles abandonnées sur les trottoirs, du prix des carburants, des hôpitaux insalubres, des transports surpeuplés, du prix des places de théâtre et des livres, des scandaleux manquements et défections de l'état mais, d'autre part, il va militer pour la privatisation de ces services publics – le pauvre hère n'a qu'à ramer en toute solidarité avec ses pairs dans les cales de son drakkar qui prend l'eau ! –, persuadé que le « privé » parviendra, lui (par quel miracle ?), à rendre le service public rentable – alors que la finalité même du service public ne peut décemment acter la rentabilité dans ses objectifs. On parle d'éducation, du bien-être, de la santé, et de la justice, qui en principe ne sont pas à vendre, il serait de toute façon indécent de vouloir exploiter ces services à des fins lucratives. Et

c'est pourtant ce que font les très rentables sociétés pharmaceutiques (lire à ce sujet *La Constance du Jardinier*, du lucide et fascinant John le Carré).

Le citoyen paie des impôts pour que l'état s'occupe de lui, pour qu'on le protège, pour étudier et pour qu'on éduque ses enfants, non pour que l'état vende le service public au privé par souci de rentabilité, privé qui en dérobera forcément sa substantifique moelle en la dissolvant dans ses dividendes. Entre les actionnaires et le consommateur *lambda*, qui a tout juste de quoi « nouer les deux bouts en fin de mois » – ce qui signifie aujourd'hui payer les échéances du financement de sa machine à laver, des médicaments, du week-end annuel *all inclusive* avec les enfants, du téléphone équivalent à un mois de salaire, le tout sur fond de chronique annoncée : un surendettement exponentiel (quel est ce menteur qui a inventé la croissance infinie ?) qui a précarisé en masse le citoyen –, alors que la classe moyenne, elle, fond comme banquise au réchauffement climatique.

Il n'y a pas d'alternative, assène le rentier : croissance, croissance, croissance ! Révolté contre le système, il pratique une résistance citoyenne, il achète et porte des jeans troués (à des prix exorbitants) pour être dans le coup, il se tatoue le corps pour affirmer son identité, il hait les syndicats et le travail, il ne

respecte que ses avoirs financiers, les amis virtuels sur les réseaux sociaux, où il peut se répandre en *twits*, comme pour se venger de sa solitude, une manifestation de son angoisse probablement. Bref, il initie une radicalisation qui rêve de dictature.

Retour à l'époque de la cour de Bourgogne (j'aurais pu en choisir une autre) où les comtes (Philippe II, Le Téméraire, Marie de Bourgogne...) qui administraient les duchés, accumulaient des richesses dérobées durant les guerres, dues aux prélèvements de taxes. Ces avoirs étaient systématiquement dilapidés pour soutenir des artisans (le peintre Hugo van der Goes, l'écrivain Chastelain, le poète Olivier de La Marche) pour organiser des réjouissances populaires, des Joyeuses Entrées⁵, pour réaliser des infrastructures audacieuses. On ne thésaurisait pas dans le seul but d'accroître le contenu de sa cassette personnelle. L'organisation sociale passait avant, on veillait aux rites et coutumes afin de maintenir la cohésion sociale ; le soin que tout le monde mettait pour la respecter est étonnant. Cette civilisation prospective a mené à la Renaissance. Il faut lire à ce sujet le

⁵ Cérémonie solennelle tenue, au Moyen Âge et pendant l'Ancien Régime, lors de la première visite d'un monarque régnant, prince, duc ou gouverneur dans une ville, au cours de laquelle les privilèges de la ville étaient confirmés ou octroyés.

fabuleux livre de Luc Hommel, *Le Grand héritage*⁶, afin de se rendre compte combien notre société atomisée a régressé (lire aussi *Les enfants du vide* de Raphaël Glucksmann, Paris, 2018). Hommel nous offre une analyse clairvoyante du monde dans lequel évolue et/ou régresse l'Occident.

Il est incontestable que la société commerciale a augmenté le pouvoir d'achat de l'individu en Occident, mais cette même société devenue égocentrique et égoïste a régressé quant à son réel bien-être social et son niveau culturel. *Burn out*, dépression, *coming out*, sont autant d'états symptomatiques. L'homme n'a plus assez de pouvoir d'achat pour compenser tous ses manques, et cela n'est pas uniquement une question d'argent. Le marché de la croissance infinie a fait croire à l'homme que pour subsister il devait posséder simultanément de plus en plus de biens et de services – en fait parfaitement inutiles à son existence et son épanouissement.

Aujourd'hui, quelqu'un qui fréquente l'opéra devrait déboursé plusieurs milliers d'euros pour assister à une représentation de *Così fan tutte* (Mozart) si le secteur n'était pas substantiellement soutenu par

⁶ *Marie de Bourgogne, Le grand héritage*, Luc Hommel, Samsa, Bruxelles, rééd. 2018.

l'état. L'état soutien l'Opéra, mais il est aussi une carte de visite inestimable, une notoriété prestigieuse.

Pour qu'un lecteur puisse avoir accès à la pensée, l'histoire en train de se faire, il est urgent de soutenir l'édition (aujourd'hui sous perfusion pour raison d'austérité), au risque de la voir disparaître. Nous prenons un risque réel en économisant sur la santé des organes vitaux de notre culture. La société risque de plonger davantage vers l'ignorance, l'égoïsme et l'apathie (lire R. Glucksmann, *op. cit.*). Mais la société commerciale (et politique ?) retire-t-elle un intérêt à court terme de cette régression vers l'égoïsme où on se sert essentiellement du fabuleux outil de communication qu'est le net pour acheter et jouer ?

Soustraire des subventions à des entités culturelles qui devraient en fait être fédérées – comme suggéré plus haut – avec la recherche scientifique, au même titre que la médecine et les sciences au sens large, finit par ressembler à une forme de crime d'état (ou de suicide social), l'organisation de son insolvabilité intellectuelle. Puisque l'édition meurt ou s'enfuit, l'écrivain aussi, par extension le peintre, le comédien, se dissolvent dans la médiocrité. Mais qui reste dans la barque, peut-elle se satisfaire de consommateurs, où va-t-elle ? Comment une société pourrait-elle évoluer par ses seuls modes

de communication publicitaires si elle ne se donne pas les moyens de les développer, de les décliner pour expérimenter des modes alternatifs en dehors de critères de performance, à l'image (v. plus haut) de la recherche en matière médicale. Cela demande du courage, bien sûr, et le courage n'est pas une performance, il lui faut une conviction et la détermination.

Les modèles, médical et informatique, ont trouvé leur place dans le système commercial parce qu'ils correspondent à une demande croissante de soins (et de jeux. « Du pain et des jeux »). Contrairement aux deux précités, l'Art demande un effort à celui qui le pratique (je ne parle évidemment pas des concepts modernes spéculatifs à seules fins économiques ; la musique de masse par exemple qui se consomme au-delà des limites physiques et qui n'a plus rien à voir avec l'harmonie ni l'expression ni la communication ni la création, mais bien avec une sorte de drogue favorisant la fuite sociale vers le pain et les jeux). Afin d'accéder au bien-être, à la pensée, l'Art demande et demandera toujours un effort (au même titre que l'apprentissage des maths et de l'histoire, on ne parviendra pas à apprendre ces matières en les rendant ludiques, en distribuant des tablettes aux étudiants).

Pour son épanouissement, une société organisée devrait être en charge du développement à grande

échelle de tous les moyens artistiques et éducatifs de son réseau social. Et non de transformer l'école en plaines de jeux à des fins d'économies. Un état ne peut être mandaté uniquement pour faire des économies mais, au contraire, pour trouver les moyens de placer ses citoyens contributeurs sur la voie du bien-être, du « bonheur » (le seul pays au monde à avoir inscrit cette voie en tête de sa constitution est le Bhoutan⁷). L'état ne peut décevoir en adoptant les principes de la société privée, au risque de privilégier le capital au détriment du service public pour tendre inévitablement vers un pouvoir centralisé où seul l'argent reste maître à bord. Il n'y a pas d'art dans une dictature, on y brûle les livres, rien que le mot bonheur fait sourire. La dictature apparaît aussitôt que les livres disparaissent. Les nazis ont effectivement conforté leur pouvoir par l'autodafé⁸.

⁷ Le bonheur national brut (BNB) est un indice servant au gouvernement du Bhoutan à mesurer le bonheur et le bien-être de la population du pays. Inscrit dans la constitution promulguée le 18 juillet 2008, il se veut une définition du niveau de vie. Préconisé par le roi du Bhoutan, Jigme Singy Wangchuck en 1972, cet indice a pour objectif de guider l'établissement de plans économiques et de développement pour le pays tout en respectant les valeurs spirituelles bouddhistes. On croit rêver dans un conte de fées futuriste. Il s'agit pourtant d'une réalité éprouvée.

⁸ Peu de temps après l'arrivée au pouvoir du NSDAP, en 1933, le chancelier Adolf Hitler lance une « action contre l'esprit non allemand », dans le cadre de laquelle se développent des persécutions organisées et systématiques visant les écrivains juifs, marxistes ou pacifistes. On brûle des livres, on brûlera des hommes.

Et on a pu entendre, peu après la Guerre : « plus jamais ça ! »

J'ai attendu avant de vous écrire, Madame la Ministre, que les élections communales soient passées afin de ne pas troubler une action politique en cours par des concepts culturels, même si une dynamique dialectique devrait les relier. Je me rends compte qu'il n'y a pas – qu'il n'y aura jamais – de bon moment pour une alerte. Les résultats de ces élections ont abouti à ce que les journalistes et autres « décodeurs » (un mot pour un appareil numérique) ont appelé une « vague verte », comme s'il s'était agi d'un tsunami de peinture. Face à l'image de la déferlante verte, ne faudrait-il pas relativiser son impact idéologique : le citoyen semblait parfois s'étonner de son propre choix, concluant finalement que c'étaient les jeunes et les fonctionnaires européens qui avaient repeint le paysage en vert. Je ne pense personnellement pas que cela soit une explication suffisante ni correcte. Bien sûr que certains jeunes « nouveaux votants » ont choisi le vert, mais aussi les nombreux étrangers qui résident en Belgique et qui votent – notamment aux institutions européennes basées à Bruxelles capitale de l'Europe –. À mon sens, ces votants verts ont simplement voté écologiste avant tout par manque d'alternative.

D'abord, toute la campagne préélectorale a consisté à placarder invariablement et exclusivement le portrait en quadrichromie de candidats de tous bords, pour la plupart inconnus ou méconnus, sans même un slogan pour orienter le votant (ce qui n'était pas le cas historiquement lorsqu'on pouvait encore lire les intentions du candidat sur ou sous son effigie : *Pour une ville plus propre !* Ou *Un enseignement de qualité !* ou encore *Fermez les prisons !* Plus rien de tout cela aujourd'hui, rien que le visage couperosé d'une femme ou d'un homme dont on ne sait ni l'histoire ni les intentions. Le texte disparaît, l'image (je pourrais écrire le portrait) reste. Mais peut-on voter pour un portrait qui ne vous explique pas ses intentions, juste parce qu'elle ou il a une bonne bouille ? Il faut se battre, Madame la Ministre, pour le retour du texte et du livre à tous les étages, à tous les âges, ils sont le ciment d'une construction identitaire, d'une langue, de la science, de l'art, il s'agit là d'une politique salutaire. Chercher le programme d'un parti sur le web relève de la gageure, le lire sur un *smartphone* davantage encore.

Voici encore deux anecdotes historiques issues de mon expérience d'éditeur.

L'une concerne l'essai et l'importance du livre dans chacune des deux communautés linguistiques

principales de ce pays. Theo Franken, alors Secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations, a publié un ouvrage sur ses idées et sa politique, ce livre a fait un tabac, non seulement en Flandre mais dans sa traduction française dans la partie sud du pays. Quelques mois plus tôt, on m'a proposé cette traduction en coédition avec l'éditeur néerlandophone. Il s'agissait de l'éditeur avec qui j'avais déjà traité pour l'édition francophone du livre de Bart De Wever (bourgmestre d'Anvers aujourd'hui, député et président de la N-VA). Bart De Wever est juriste, talentueux, compétent et intelligent, ses textes de fiction et ses essais véhiculent une idéologie. Ce livre m'avait valu en 2013 des critiques, aussi virulentes qu'absurdes, de la part d'une majorité (qui ne l'avait pas lu). On aurait mieux fait d'écrire et de publier massivement des ouvrages critiques alternatifs aux idées de Bart De Wever (mais c'était l'époque du « cordon sanitaire » autour des partis d'extrême droite. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Les partis d'extrême droite venus depuis au pouvoir réclament à leur tour un cordon sanitaire autour du parti travailliste de gauche, le PTB). J'essayai même en 2013 un refus d'organiser un débat avec De Wever à la Foire du livre pour avoir publié son livre. À l'époque, j'avais veillé à éditer, à la sortie du livre de De Wever, des textes

à opposer aux idées de celles du parti séparatiste, ce qui nourrissait la controverse, élevait le débat et formait les lecteurs, des ouvrages en provenance aussi bien de l'ULB (Université Libre de Bruxelles) que de l'UCL (Université Catholique de Louvain).

Il y a quelques mois, lorsque mon ami et éditeur néerlandophone, et c'est là que je voulais en venir, m'a approché avec le texte de Francken, je n'avais, par principe, pas d'objection à formuler pour sa publication. J'ai finalement renoncé à éditer la traduction du livre de Francken, pour la simple raison que je n'ai plus rien de convaincant à lui opposer, et ce n'est pas, comme je l'ai écrit, sans avoir sollicité mes amis historiens et essayistes francophones, en vain, ils n'ont plus le temps (*sic*), ils sont débordés et écœurés par l'organisation de leurs universités exsangues (*sic*). N'est-ce pas une forme de démission des intellectuels (où sont donc passés les Camus, Beauvoir, Sartre, Liebman, Weil... et leurs éditeurs ?), de découragement, voire de *burn out* (pour utiliser le mot à la mode) ? Le pouvoir se concentre et s'impose, les pouvoirs séparés (justice, soins de santé – sauf la défense –) se délitent.

Mais je vous laisse, Madame la Ministre, tirer de ces anecdotes vos propres conclusions, à la suite desquelles vous prendrez, j'ose l'espérer, les décisions politiques

adéquates. Pour ma part, je sais qu'il nous faut des penseurs en amont de la société pour évoluer, des éditeurs pour les publier et suivre, dans le temps, leurs pensées, des libraires aussi pour les diffuser, au risque d'assister à une disparition régressive et douloureuse, un délitement qui ressemble à un autodafé.

La seconde anecdote a trait à la disparition dans notre culture, chez les plus jeunes lecteurs, de la perception des *Vagues* dans l'œuvre de Virginia Woolf. Je m'explique.

C'était l'été sur l'île grecque de Patmos, là où Saint-Jean, exilé par l'empereur Domitien vers 95 ap. J.-C., avait écrit *L'Apocalypse* (que j'ai eu le privilège de publier en 1996 dans une traduction inégalée de Gaston Compère). Bref, nous avions de jeunes invités (moins de trente ans) qui, me voyant plongé dans les essais de George Orwell (1903-1950) pour les besoins d'une préface, me demandèrent un livre (ils souhaitaient découvrir quelque chose de neuf et de surprenant). Je pensai aussitôt aux *Vagues* de Virginia Woolf qui, lorsque j'avais lu ce chef d'œuvre, m'avait impressionné et bouleversé. Dans son roman, les mots et les phrases suggèrent le ressac et les marées au fil des pages, par un procédé de répétition dans sa forme un livre inoubliable.

Les jeunes lurent quelques pages à tour de rôle avant de revenir vers moi pour me restituer le chef d'œuvre

en question : « Tu n’aurais pas quelque chose de plus narratif ? » « Nous ne comprenons tout simplement rien à ce qu’écrit cette femme, ça ne raconte rien, ça n’a ni queue ni tête ! » Jugement sans appel. J’avais eu la faiblesse de croire que ces jeunes, déjà actifs dans leurs professions libérales respectives, pouvaient s’approprier l’univers de Woolf pour atteindre une part de bonheur, comme ce fut le cas pour moi. Mais ils ne comprenaient rien à ce qui, pour eux, n’était que du charabia, des mots placés les uns à la suite des autres. Et moi je me demandai si un médecin pouvait réellement soigner ses patients s’il n’avait pas les clefs d’accès à l’expression artistique contemporaine et donc à sa culture en constante formation ? Un avocat peut-il réellement défendre son client s’il est dans l’incapacité de percevoir ce dont il est question dans *Les Vagues*, non seulement en lame de fond, mais dans sa forme ? L’un ne va pas sans l’autre.

Il me semble de plus en plus clair que le cerveau, habitué et formaté sur le modèle du *twit* en rafales aura de plus en plus de difficultés à analyser et synthétiser un texte dépassant une dizaine de lignes. Ce cerveau va instinctivement fragmenter *Les Vagues* en blocs de dix lignes distinctes pour aboutir à un embrouillamini incohérent de phrases disruptives, sans signification ni effet.